



**EXTRAIT : QUESTION N° 06**

**Des délibérations du Conseil d'Administration**

**Du Centre Communal d'Action Sociale**

**De la Ville de Saint-Malo**

Publié le 04 octobre 2024

**Séance du 24 septembre 2024, à 18H30**

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre d'Administrateurs présents : 14

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 18 septembre 2024

**Membres présents** : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame KRAUSS – Madame MOREAU – Madame LE GAGNE – Docteur CANNEVA – Madame GERVAIS – Madame GUERIN – Monsieur HEISSAT – Monsieur LEFILLEUL – Madame MERCIER – Madame VEYRIER.

**Absents, excusés et pouvoirs** : Monsieur LAMBERT, pouvoir à Madame LEPRIZE – Madame CRANCE, excusée – Madame GOURIN-SERVENIERE, excusée.

**Président** : Monsieur LURTON

**Secrétaire** : Monsieur THIERRY

**DIRECTION DES POLITIQUES DE LA FAMILLE ET DE LA PARENTALITE**

**06- PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE (PRE)  
Convention de subventionnement avec l'Etat**

Dans la continuité de ce qui est mis en place depuis 2015, le PRE permet la construction de parcours personnalisés et de suivi individualisé, pour les enfants et leurs familles, leur permettant de surmonter les obstacles s'opposant à leur réussite.

S'appuyant sur une équipe pluridisciplinaire de soutien, les référents de parcours du PRE mettent en œuvre les propositions d'accompagnement identifiées, s'adressant aux jeunes de 2 à 16 ans scolarisés et/ou habitants au sein du Quartier Prioritaire de la Ville et présentant des signes de vulnérabilité, en prenant en compte la globalité de leur environnement et de leurs difficultés.

Depuis fin 2020, l'équipe du PRE est composée de :

- 1 ETP pour le poste de coordinatrice ;
- 1,5 ETP pour les postes de référentes de parcours ;
- 20 heures par mois d'intervention de la psychologue du CCAS.

Au titre de l'exercice 2024, l'Etat, sur le programme budgétaire Politique de la Ville, contribue financièrement pour un montant de 63 020€ au fonctionnement du service PRE.

Une convention définit les engagements de chacune des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,  
Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE**

Les termes de la convention jointe en annexe.

**AUTORISE**

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

**ADOpte**

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 15 voix.

**Par délégation,  
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ  
Adjointe au Maire**



quartiers2030

PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Envoyé en préfecture le 01/10/2024

Reçu en préfecture le 01/10/2024

Publié le

ID : 035-263502700-20240924-2409202406-DE

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et  
des Solidarités

## CONVENTION DE SUBVENTION Réussite éducative

Date de notification :

**Référence dossier (à rappeler dans toute correspondance) :**

35350222 24 DS01 5335P02206 = 63 020,00 €  
Programme de Réussite Educative de Saint-Malo

- VU la loi de finances initiale pour 2024 et le décret portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances
- VU la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine
- VU la loi modifiée n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- VU le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- VU le décret 2019-1416 du 20 décembre 2019 (art.5) portant organisation de la Direction générale des collectivités locales
- VU le dossier de demande de subvention déposé par l'organisme bénéficiaire

***Pour les aides de minimis inférieures à 750 000 € sur les 3 derniers exercices fiscaux***

- VU le règlement n° 2023/2832 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

***Pour les aides d'État supérieures ou égales à 750 000 € sur les 3 derniers exercices fiscaux***

- VU la décision du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général

L'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT) a ouvert une plateforme collaborative « La Grande Équipe ».

Créer votre compte dès à présent ! <https://acteurs.lagrandeequipe.fr>

Vous aurez accès aux informations relatives à la politique de la ville et pourrez échanger avec les acteurs des quartiers prioritaires.

Entre l'ÉTAT, représenté par le préfet,

et l'organisme,

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ST MALO,  
16, boulevard Villebois-Mareuil 35400 SAINT MALO  
représenté(e) par son représentant légal, Madame Sophie LEPRIZE

N° SIRET : 263502700 00036

N° Tiers Chorus : 2100061558

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

## PRÉAMBULE

Le plan de cohésion sociale du 30 juin 2004 et la loi de programmation du 18 janvier 2005 ont apporté des moyens et des outils complémentaires à ceux déjà existants, pour accompagner les enfants du 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré et leurs familles qui ne bénéficient pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à la réussite scolaire et éducative.

Le dispositif « Programme de réussite éducative » mis en place en 2005, vise à remédier à un ensemble de difficultés rencontrées par des jeunes, dans le cadre d'un suivi individualisé (le parcours de réussite éducative).

L'instruction interministérielle du 10 octobre 2016 relative au Programme de réussite éducative réaffirme les grands principes et modalités d'action de ce programme, notamment :

- Consolider la place et le fonctionnement du programme de réussite éducative (PRE) au sein du volet éducatif du contrat de ville
- Asseoir la collaboration avec l'Éducation nationale dans une optique de soutien à finalité scolaire et de continuité éducative
- Proposer une prise en charge des enfants, adaptée à leurs besoins identifiés, dans le cadre d'un parcours de suivi préconisé par une équipe pluridisciplinaire de soutien
- Mobiliser tous les acteurs institutionnels, Caisses d'Allocations Familiales et conseils départementaux en particulier
- Assurer la représentativité des parents dans l'instance de pilotage du Programme de réussite éducative (Copil)
- Veiller à la nécessaire mise en place d'une équipe pluridisciplinaire de soutien (EPS) et à la représentation des métiers en son sein

L'objectif réaffirmé du Programme de réussite éducative (PRE) est **d'accompagner hors temps scolaire et en dehors de l'établissement scolaire, des enfants et des jeunes résidant dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville ou qui sont scolarisés dans un établissement relevant de l'éducation prioritaire ou situé en QPV, et qui présentent des signes de vulnérabilité, en prenant en compte la globalité de leur environnement et de leurs difficultés.**

Les porteurs de projet sont incités à prendre en charge les enfants de moins de 3 ans et leurs parents, ceci en lien étroit avec les centres sociaux, les caisses d'allocations familiales et les centres de protection maternelle et infantile.

Le Programme de réussite éducative n'est pas un programme supplémentaire de **soutien scolaire**.

Il ne se substitue pas non plus aux missions et actions assurées en ce sens par l'école. Toutefois, un accompagnement scolaire peut être financé, s'il a pour objectif de favoriser l'implication, la motivation, l'attention du jeune, les apprentissages, une meilleure expression écrite et orale, notamment dans le cadre d'ateliers animés par des professionnels.

Le PRE n'a pas non plus vocation à financer un contrat éducatif local.

Les actions proposées aux jeunes (accompagnement scolaire, prévention du décrochage scolaire, santé, activités culturelles, loisirs, sportives...) doivent obligatoirement s'inscrire dans le cadre d'un suivi personnalisé c'est-à-dire dans un parcours préconisé par l'équipe pluridisciplinaire de soutien (EPS). L'EPS réunit un ensemble de professionnels : enseignants, éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux, psychologues, pédopsychiatres, médecin scolaire....

Le suivi du jeune est réalisé par un référent de parcours.

Un suivi individualisé comporte plusieurs étapes :

- Un repérage des difficultés de l'enfant, (notamment par l'enseignant, l'assistante sociale de l'établissement scolaire, un acteur associatif,...)
- Un premier contact entre le coordonnateur/référent de parcours et la famille,
- Un regard collectif des professionnels sur la situation présentée et une proposition d'action(s) de remédiation, qui relèvent de l'équipe pluridisciplinaire de soutien.

Les parcours personnalisés peuvent comprendre des actions de différente nature notamment des actions favorisant le dialogue parents/enfants et parents/école, des vacations médicales, la mise en place d'actions en petit groupe permettant l'expression de l'enfant (atelier théâtre, danse..), des activités favorisant le bien-être et la santé de l'enfant.

Certaines des actions d'un parcours personnalisé peuvent donc être réalisées dans un cadre collectif en fonction des préconisations de l'EPS (ateliers culturels, activités sportives par exemple, au cours

desquelles le référent y assiste, au moins en partie, aux côtés de l'animateur, du comportement de l'enfant et son évolution (autonomie, motivation, participation, respect des règles, dialogue avec les autres enfants, avec l'adulte..),

### **Les priorités du Programme de réussite éducative sont les suivantes :**

- Prendre en charge les enfants dès le plus jeune âge (écoles maternelles et élémentaires) et même dès la petite enfance dans une optique de prévention,
- encourager les cofinancements : subventions et/ou contributions volontaires (mises à disposition gratuites de locaux ou de personnel),
- la concentration des moyens sur les quartiers prioritaires de la politique ville et sur les établissements scolaires REP+ (collèges en particulier),
- encourager et favoriser la participation du coordonnateur PRE aux instances de pilotage de l'éducation prioritaire,
- pour les PRE qui sont situés dans le périmètre d'une cité éducative, encourager la participation du coordonnateur PRE à la démarche

### **Article 1 : Objet et montant de la subvention**

Au titre de l'exercice 2024 l'Etat, sur le programme budgétaire Politique de la ville, contribue financièrement pour un montant de 63 020,00 €. au projet d'intérêt général suivant que le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre :

### **Action n° 1 - Programme de Réussite Educative de Saint-Malo : 63 020,00 €**

La mise en place d'un parcours s'effectue en plusieurs étapes :

1. Repérage d'une situation difficile par un partenaire : rencontre/échange entre la famille et le partenaire repérant
  2. Le partenaire remplit une fiche de demande d'accompagnement et la transmet à l'équipe du PRE.
  3. L'équipe du PRE rencontre la famille, puis l'enfant. Si la famille adhère à l'accompagnement proposé par le PRE, le parcours commence.
  4. Présentation de la situation à l'EPS
  5. Mise en place et coordination du parcours avec les différents partenaires par le référent de parcours.
  6. Suivi du parcours de l'enfant, rencontres régulières avec l'enfant et les parents et échanges avec les partenaires.
  7. Évaluation du parcours par le référent de parcours en lien avec l'équipe du PRE, l'EPS et la famille : fin du parcours ou réajustement des objectifs et actions.
- Ces différentes étapes servent de fil conducteur mais l'essentiel est de respecter la temporalité propre à chaque famille.

L'accompagnement proposé est global et le champ d'action large. Il est personnalisé pour répondre aux besoins et demandes des familles, en respectant le champ d'intervention et les missions du PRE. PRE donne une place prépondérante à : La libre adhésion des familles Un accompagnement individualisé et personnalisé Un accompagnement global de la situation de l'enfant La présence d'un interlocuteur privilégié pour l'enfant et sa famille La mise en réseau de professionnels médico sociaux éducatifs.

### **Ce projet a pour objectif de :**

Le PRE est dispositif issu du plan de cohésion sociale et de la loi de programmation pour la cohésion sociale de 2005. C'est un dispositif de prévention des ruptures éducatives, scolaires ou sociales qui vise à donner leur chance aux enfants/ado qui ne bénéficieraient pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à leur épanouissement, à leur réussite.

Il s'adresse aux enfants/ado de 2 à 16 ans, en grande fragilité (résultat scolaire, isolement social, manque de confiance en soi, mauvaise régulation des émotions, problème de comportement...), vivant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et/ou scolarisés dans les établissements se trouvant en REP.

**Pour réaliser ce projet, les moyens suivants seront mis en œuvre :**

**MOYENS HUMAINS :**

- 1.5 ETP pour les postes de référents de parcours
- 1 ETP pour le poste de coordinatrice
- 20h/mois intervention de la psychologue du CCAS

**MOYENS MATERIELS :**

- 3 bureaux à la Maison De la Famille
- 3 téléphones fixes et portables
- 1 bureau mis à disposition le mercredi après-midi à l'espace Bougainville

Par ailleurs, l'organisme contractant s'engage à tenir un fichier permettant le suivi des jeunes en parcours individualisé. Il comprend à minima les informations suivantes :

- Prénom, nom
- Age et sexe du jeune bénéficiaire
- Adresse
- Nom du quartier prioritaire du lieu d'habitation
- Nom de l'établissement scolaire (préciser s'il est en REP ou REP+)
- Niveau scolaire
- Date de saisine du PRE et la qualité de la personne/entité qui a proposé cette orientation
- Date d'entrée dans le dispositif
- Dates de réunion de l'équipe pluridisciplinaire de soutien ayant examiné la situation du jeune
- Diagnostic de l'EPS (principales difficultés constatées)
- Principales préconisations d'actions d'accompagnement.
- Nom du référent de parcours
- Motifs et date de sortie du dispositif ou réorientation éventuelle

L'organisme contractant est responsable de traitement de données personnelles au sens du Règlement général de protection des données (RGPD).

**Dans ce cadre il s'engage à informer chaque bénéficiaire :**

- de l'existence d'une base de données nominative,
- du mode d'accès à la base de données,
- du droit de correction ou de mise à jour des données le concernant,
- du traitement réservé à ses données personnelles : notamment, examen par une EPS, suivi individualisé par l'équipe PRE, transmission de fichiers à l'Administration uniquement en cas de contrôle (cf. article 8 ci-après),
- de la durée de conservation des données.

**Cette information et l'autorisation d'utiliser des données personnelles pourront, par exemple, être faites au moyen de la fiche de recueil de l'accord des parents pour la prise en charge de leur enfant par le PRE.**

**Article 2 : Respect des valeurs de la République et contrat d'engagement républicain**

La structure bénéficiaire de l'aide de l'Etat s'engage à promouvoir et à faire respecter toutes les valeurs de la République. Il s'engage également sur l'ouverture à tous des actions financées sans distinction d'origine, de religion ou de sexe. Tout manquement à ces principes conduirait à la dénonciation de la subvention et à son reversement au Trésor public.

Par ailleurs, la structure bénéficiaire de l'aide de l'État demandera par écrit aux associations sollicitées pour la mise en œuvre d'actions destinées aux enfants et aux jeunes pris en charge par le programme de réussite éducative, s'engager à respecter le contrat d'engagement républicain.

**Article 3 : Imputation budgétaire et comptable**

La subvention est imputée sur les crédits du programme budgétaire Politique de la ville (147).

Domaine fonctionnel : 0147-01-11

Code activité : 014701010102

Groupe marchandise : 10.03.01

L'ordonnateur de la dépense est : le Préfet

Votre interlocuteur, service prescripteur, est : la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

Le comptable assignataire est : le directeur des finances publiques

AV JANVIER BP 72102

35021 RENNES CEDEX9

#### **Article 4 : Modalités de versement**

La subvention sera versée en totalité dans le mois suivant sa notification sur le compte :

IBAN : FR263000100749F359000000054

BIC : BDFEFRPPCCT

#### **Article 5 : Détermination du montant de la subvention**

Le montant de la subvention a été déterminé au vu du budget prévisionnel établi par l'organisme dans son dossier de demande de subvention. Le financement n'excède pas la différence entre les charges directes et indirectes et les recettes engendrées par la mise en œuvre de l'action.

Les coûts totaux estimés éligibles sont de :

Total des charges et des produits figurant au budget prévisionnel : 189 867,00 €

#### **Article 6 : Délai de réalisation**

Le programme d'actions doit être achevé au plus tard le **31 décembre 2024**

#### **Article 7 : Compte-rendu financier**

L'organisme devra justifier l'emploi de la subvention lors de toute nouvelle demande ou, à défaut, au plus tard le **30 juin 2025**, en produisant un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000.

La justification s'effectue directement dans l'espace Usagers de la plateforme DAUPHIN.

En cas de non production du compte rendu financier, la subvention sera reversée au Trésor public.

Si le financement excède la différence entre les produits et les charges, les sommes non utilisées seront reversées au Trésor public.

#### **Article 8 : Contrôle**

L'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 et l'article 112 de la loi du 31 décembre 1945 obligent toute association, société ou collectivité privée ou publique bénéficiant d'une subvention de l'État à « *fournir ses budgets et comptes au ministre qui accorde la subvention. Elle peut en outre être invitée à présenter les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile. Tout refus de communication entraînera la suppression de la subvention* ».

En sa qualité de responsable de traitement des données et dans le respect du Règlement européen de protection des données (cf. article 1 de la présente convention), l'organisme contractant s'engage à :

- transmettre à tout agent, habilité par le Préfet, les documents jugés nécessaires au contrôle du respect de la présente convention et la bonne utilisation de la subvention,
- mettre en place des outils fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment,
- disposer d'une comptabilité analytique permettant d'isoler les dépenses et recettes du PRE.

Dans le strict cadre du contrôle, l'État, dans le respect du RGPD s'engage à :

- partager le fichier (cf. article 1 de la présente convention) ou d'autres documents nominatifs confidentiels, recueillis, uniquement avec les personnes habilitées par le Préfet pour réaliser le contrôle,
- à détruire tout document ou fichier au terme de la période contradictoire, soit au plus tard, 6 mois

après le contrôle.

**En cas de non-réalisation, de réalisation non conforme ou de refus de communication de comptes ou de pièces justificatives, la subvention sera reversée au Trésor public.**

#### **Article 9 : Publicité**

Les financements de l'État doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication (affiches, flyers, programmes, site internet...) doivent porter le logotype et la mention « avec le soutien du secrétariat d'État chargé de la citoyenneté et de la ville ».

Le logo est téléchargeable sur le site de l'agence nationale de la cohésion des territoires : <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr> Accueil/Les programmes/Politique de la ville/Les subventions/Communiquer

#### **Article 10 : Révision - Résiliation - Règlement des conflits**

Toute proposition de modification des dispositions de la présente convention doit faire l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Seul un avenant pourra en modifier les termes.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. Le reversement au Trésor public de tout ou partie des sommes déjà versées pourra être exigé.

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application du présent acte.

Fait en deux exemplaires originaux

Le \_\_\_\_\_

#### **Attention :**

Seule la convention signée des deux parties et dûment notifiée, ouvre droit à subvention dans les conditions de l'article « Modalités de versement ».

Pour l'organisme bénéficiaire

Prénom et NOM du signataire

Pour l'ÉTAT